

A fond les caisses !

Auditions ouvertes des caisses de Gironde

Jeudi 19 septembre de 16h à 18h

Questions / réponses :

- Pourquoi avoir choisi la Mona comme outil monétaire ? Est-ce que c'est le même outil que Montpellier ?

Oui c'est le même outil que Montpellier. On a fait ce choix là car la caisse de Montpellier l'avait déjà éprouvée et cela nous permettait de reprendre l'outil et l'améliorer, d'apporter d'autres développements dont Montpellier pourrait aussi bénéficier. **Nous avons développé la reconversion des Mona en euros.** On a aussi rendu plus facile l'inscription des lieux conventionnés sur l'outil Mona. Il me semble que chaque caisse qui utilise la Mona peut permettre de développer l'outil pour les autres expérimentations.

- Au sein d'un point de vente conventionné, tous les produits ne sont pas conventionnés. Comment le consommateur peut-il identifier quels sont les produits conventionnés ?

Soit ce sont des personnes d'Acclimat'action ou des participant.es qui viennent dans le point de vente pour faire l'inventaire des produits. C'est un peu long mais cela permet de voir si les produits respectent les critères fixés ensemble. On communique ensuite la liste des produits au commerçant. Le commerçant est aussi là pour nous aider, on ne fait pas ça tout seuls. Nous, à terme, en tant que participant.e, **on connaît les produits car ils sont identifiés avec un petit logo Mona à côté de l'étiquette.** Ce ne sont que les produits alimentaires, boissons exclues.

- Tous les commerçant.es ont accepté d'aller poser les étiquettes sur les produits ? Il n'y a jamais eu de souci ?

Tous n'ont pas le même fonctionnement. A SuperCoop (magasin coopératif), certain.es participant.es sont allé.es aider pour aller poser les étiquettes. Dans une autre épicerie, cela a été fait par les commerçant.es.

- Pourquoi avoir fait le choix d'une monnaie numérique ?

La Mona permet de flécher l'achat des produits. Les [participant.es](#) ne reçoivent pas d'euros, ce qui évite au compte de la caisse ne verse pas d'argent à chaque participant.e mais vient **rembourser les lieux conventionnés tous les 15 jours ou tous les mois de tous les achats réalisés dans leur magasin.** Il y avait aussi des raisons légales qui faisaient que nous ne pouvions pas créer de monnaie et nous devons passer par un moyen de paiement. Le **côté numérique c'était pour faciliter la mise en place et limiter son coût dans le temps imparti.** Pour les [participant.es](#), il n'y a pas besoin de connexion, ni d'accès à internet, ni de téléphone mais la personne donne uniquement son nom au point de vente conventionné qui retrouve son compte Mona. Le point de vente entre le montant à payer, génère un terminal de paiement, le participant.e tape son code et la transaction est faite. C'est le point de vente qui doit avoir une tablette et une connexion internet.

Cela pose parfois problème que les lieux aient besoin de connexion internet.

- Comment est financé le gap entre les financements par cotisation et les besoins ?

Sur la différence entre les cotisations et les allocations, sur l'année d'expérimentation, on a eu une forte **subvention du Département** qui a permis de compléter les cotisations. Sur la période transitoire qu'on a démarré pour la 2ème année, les [participant.es](#) ont quasiment effectué un **autofinancement entre cotisation et allocation (94%)**. A partir d'octobre, on bascule sur 100 Mona par foyer et on sera à un financement à 60%. C'est toujours des financements extérieurs, des subventions, notamment du Département qui se poursuit.

- Qu'est-ce que l'allocation transitoire ?

On différencie l'année d'expérimentation de notre situation actuelle. L'année d'expérimentation était de mars 2024 à mars 2025. La phase d'expérimentation s'est terminée en avril 2025. Pendant la phase d'expérimentation, nous étions sur une allocation de 150€ par personne et 75€ par personne supplémentaire dans le foyer. Cela était possible avec les subventions reçues. A la fin de l'expérimentation, nous n'avions plus ces expérimentations là mais les [participant.es](#) des caisses locales voulaient continuer le projet et maintenir cette caisse mais nous n'avions pas les financements pour poursuivre à ce niveau-là. On continue mais qu'est-ce qu'il est possible de faire ? Que veulent faire les [participant.es](#) ? A été voté à la caisse commune de mars cette "allocation transitoire" à 50 mona car on ne pouvait pas faire plus avec une cotisation quasiment identique en moyenne pour avoir de l'autofinancement.

Les [participant.es](#) voulaient faire durer cette caisse ou au moins maintenir le lien avec les lieux conventionnés. On a fait un peu une caisse de solidarité car si on arrêta l'échange de mona, il y avait plus cette dynamique et ce lien qui nous raccroche aux lieux conventionnés. C'est pour ça qu'on l'a appelé "transitoire" car c'est une période où on était entre la fin de l'expérimentation et ce qu'on va démarrer ensuite, ce vers quoi on va vers fin 2025 et 2026.

On a aujourd'hui les financements suffisants pour basculer à 100 mona début octobre et on espère poursuivre!

- Dans quel cadre avez-vous eu des financements du Département?

Ce n'est pas appel à projets, c'est un travail depuis 2022 autour de ce projet d'expérimentation de caisse avec un soutien financier du Département. C'est une **co-construction** et un **partenariat** depuis le début.

- Est-ce que vous avez un format pour les réunions d'accueil des nouveaux [participant.es](#) ?

Au moment de l'ouverture aux nouveaux participants, on fait des **présentations succinctes du projet** pour expliquer ce que ça signifiait, les objectifs qu'on se fixait. Pour les nouveaux participants aujourd'hui, on construit un **parcours d'accueil en caisse locale** : qu'est-ce qui est important quand on entre dans la caisse ? On va créer un parcours d'accueil mais ça ne sera pas forcément un modèle ad vitam eternam. Il pourra évoluer mais on a dans l'idée qu'il **faut créer un espace où quand les gens entrent, ils puissent prendre le temps de comprendre le projet, de s'acculturer pour vraiment savoir s'ils veulent y adhérer.**

Nous avons un format de présentation puis un temps de questions-réponses, notamment sur le conventionnement ou d'autres questions pratico-pratiques.

On a aussi fait un **livret d'accueil** qui permet de réexpliquer l'ensemble du projet, son historique, l'utilisation de l'outil Mona ...

- Dans l'Yonne, nous sommes très sollicités par des espaces de vie locales, des CCAS, du Département pour faire de la prescription. Cela les intéresse en tant qu'organismes sociaux, recevez vous aussi ce genre de sollicitations ?

La caisse du pays foyen voulait commencer à travailler avec un **groupe d'acteurs de la santé** parce que commençait à se discuter la question de la **prescription pour l'entrée dans la caisse**. Cette caisse a envie de creuser le sujet. Lors du recrutement de la première phase, les CCAS de Bègles et de Bordeaux ont accompagné des

familles à s'inscrire dans la caisse. Quand on a établi les critères pour le tirage au sort, il n'y avait pas d'indicateurs qui permettaient de les cibler plus que d'autres. Au sein des caisses locales, il y a des personnes accompagnées par des CCAS.

En termes de financement, la ville de Bordeaux fait partie des collectivités contributrices depuis le début. Au lancement de la caisse, c'est le CCAS qui a financé une partie des allocations des [participant.es](#). On a créé un **montage pour que les aides sociales puissent financer des allocations des participants de la caisse de Bordeaux. Ces financements étaient fléchés sur certaines personnes au sein de la caisse. Les CCAS remboursent directement les points de vente conventionnés pour ces personnes-là.** C'était une expérimentation au sein de l'expérimentation. C'était un souhait du CCAS d'adapter les aides existantes pour pouvoir les intégrer dans ce projet. On souhaite toutefois maintenir l'universalité et ce système mis en place avec le CCAS on conserve l'anonymisation, personne ne sait qui est fléché par le CCAS lors du passage en caisse (cela fait partie des modifications de l'outil Mona qui envoie directement les factures aux CCAS).

C'est une **aide en plus**, cela a été un gros travail car ce n'était pas des personnes qui était le public accompagné par le CCAS. C'était une réflexion qui a été entamée après le tirage au sort et donc on a essayé de voir comment les critères de sélection du CCAS pouvaient se modifier pour faire entrer dans leurs aides sociales des foyers participant à la caisse. Ce sont donc des aides supplémentaires.

- Vous fonctionnez par tirage au sort mais sur quels critères est composé le comité citoyen?

C'est plutôt les chercheur.euses qui ont établi le panel sur la base de la population girondine pour représenter le mieux possible la population girondine en surreprésentant les populations précaires. Pour qu'on ait ce panel là, il y avait la **composition du foyer** (familles monoparentales, couples avec enfants, couples sans enfant, personnes seules) et le **niveau de revenu** (revenus hauts, revenus moyen hauts, revenus moyen bas, revenus bas). **Les critères de représentativité ont été définis par les chercheurs, animateurs, collectivités et habitants.** Nous aurions pu choisir d'autres critères, par exemple le niveau d'étude. Cela commence à être discuté dans les caisses pour favoriser certains critères (les jeunes...). Les caisses locales sont en train de les discuter pour voir qui elles ont envie de voir dans leurs caisses.

Les personnes se sont [inscrit.es](#) avec un numéro correspondant aux critères mentionnés. Nous avons tiré au sort le nombre de personnes par catégorie. Le tirage au sort était long mais pour chaque catégorie (personne seule, revenu moyen) il fallait

tirer le bon nombre de personnes. Nous avons aussi une liste complémentaire. Impartialité totale !

Dans les caisses, on a surreprésenté de 30% les populations précaires. On a 70% de personnes représentatives de la population girondine et on a sécurisé 30% des places pour les foyers en précarité donc au total on a presque 40% des foyers de la caisse qui sont des foyers en situation de précarité. L'idée était d'abord d'avoir un impact pour ces foyers-là, c'est pour ça qu'on a choisi de les surreprésenter.

Nous avons remarqué que la cotisation est assez liée au niveau d'études. Le niveau d'étude n'est pas forcément lié au revenu mais plus les [participant.es](#) ont fait des études, plus ils cotisent.

Tous les lieux conventionnés font partie de la caisse locale mais ne prennent pas part au vote. Toutes les personnes qui veulent venir aux caisses locales sont les bienvenues.

- Y-a-t-il des organismes d'aide alimentaire qui participe à l'expérimentation?

Non pas formellement mais [certain.es](#) bénévoles qui sont aussi bénévoles à l'aide alimentaire donc qui font le lien avec ces structures. Il n'y a rien d'officiel.

[Theodora] **On ne voulait pas que la SSA soit perçue comme une énième aide alimentaire.** Ce n'est pas une aide d'urgence pour les personnes en grande précarité. Cela a pu être perçu comme ça au début. Le Secours populaire et les banques alimentaires permettent aux personnes en grande précarité d'avoir une aide d'urgence. Il n'y a pas d'exclusion de ces structures mais cela ne s'est juste pas fait.

[Lucile] On fait le lien avec ces structures par Acclimat'action avec les structures ou par les salarié.es car on fait aussi partie de groupes de travail communs sur les territoires.

- Y-a-t-il des épiceries sociales et solidaires conventionnées?

Oui pas toutes mais certaines le sont, notamment Local'Attitude à Bordeaux Nord. Il n'y en a pas beaucoup de conventionnées mais parce qu'il n'y en a pas beaucoup tout court sur le territoire.

- Pour les personnes non-tirées au sort, n'y-a-t'il pas de frustration ?

On a appelé toutes les personnes non-tirées au sort une par une pour leur dire. C'est accepté car c'est du hasard. Il a été décidé que pour le nouveau recrutement, on

pouvait inscrire des personnes qui étaient sur la liste complémentaire. Il y a toujours des personnes qui ont supposé que cela avait été décidé avant et pas par le tirage au sort.

C'est une loterie, c'est la machine qui décide! **On peut aussi être acteur de la caisse sans être cotisant.** Ce n'est pas parce qu'on ne cotise pas et qu'on ne dépense pas de Mona qu'on ne peut pas participer au processus démocratique, aux différents débats, à l'élaboration des différentes chartes... Si on a envie d'être impliqué localement pour une meilleure alimentation et pour tout ce que la SSA représente, on est le bienvenu. Nous sommes très ouverts, si quelqu'un veut venir observer la "petite tribu SSA", il n'y a pas de problème. On construit quelque chose ensemble, tout est possible! Ce n'est pas parce qu'on est pas tiré au sort qu'on a perdu, on ne peut pas perdre ce que l'on avait pas.

- Quel ratio entre le nombre de [participant.es](#) et le nombre d'animateur.ices, pour Acclimat'action et pour les autres structures animatrices ?

A Acclimat'action, on est **trois salarié.es** (auparavant 4 une alternante), deux personnes en CDI (une personne à temps plein et une personne à 80%) et une personne à temps plein en CDD. Pour la coordination avec les autres structures, il y a **5 personnes mobilisées à hauteur d'une journée par semaine**. Il y a une animatrice par territoire (2 pour la caisse de Bordeaux qui est découpé en deux territoires).

- Vous avez visité un abattoir, quel retour en tant que participante? Quels autres moments ont été particulièrement marquants pour toi?

Je n'ai pas visité l'abattoir, chacun mange ce qu'il veut mais pour moi ce n'était pas utile, on sait très bien d'où vient la viande. Moi-même je ne comprends pas les gens qui y sont allés. Il y a aussi eu une visite d'une boulangerie (les pains de Louise). Je trouve très intéressant de voir ce que font les producteurs mais il y a une limite que je ne franchis pas.

[Lucille] Nous avons proposé cette visite lors du conventionnement d'une boucherie affiliée à un abattoir collectif possédé par des producteurs. Le gérant de l'abattoir, lors de la visite de conventionnement, nous a proposé de faire une visite de l'abattoir et d'un autre producteur avec les autres [participant.es](#) pour **aller un peu plus loin pour parler de l'étape de l'élevage et de la transformation**. Cela a été proposé aux personnes volontaires. Nous ne pensions pas visiter l'abattoir en activité (il n'est pas en activité tous les jours). On a vu toutes les étapes en prenant le temps et en laissant les personnes qui souhaitaient s'en aller le faire. On a eu de bons retours de ces visites.

Les personnes qui y sont allées avaient aussi envie de se confronter à cette réalité en tant que mangeuses de viande. Elles avaient aussi davantage confiance en la boucherie en ayant vu la manière dont était produite la viande.

[Théodora] **Les caisses locales sont un endroit où on peut un peu s'énervé.** J'étais agacée par la restriction des produits conventionnés. J'ai amené le sujet sur la table et on a réussi à aboutir à quelque chose après des discussions animées. On a des visions un peu différentes parfois de ce qu'est la SSA. **C'est un endroit où en tant que citoyen, on peut vraiment faire bouger les choses, où notre parole est vraiment prise en compte.**

- Comment êtes-vous entrés en contact avec la recherche?

Le collectif d'association, dont VRAC, ont sollicité les chercheur.euses pour faire partie du projet.

[Theodora] Concrètement, je n'ai pas changé mes pratiques, je mange la même chose mais en mieux. Au lieu d'acheter un petit Billy en plastique à Carrefour, je vais soit sur le marché, soit à l'épicerie acheter le petit fromage qui a été fait dans le département d'à côté et qui n'est pas dans du plastique. C'est surtout sur le qualitatif que ça a évolué.

150 Mona c'est très bien, 50 c'est un peu court. 100 ça va être la fête! Cela nous permet vraiment de manger des trucs plus sympas, avec plus de goût, meilleurs tout simplement. Cela fait aussi plaisir de pouvoir faire travailler les petits commerçants, les producteurs, même si c'est pas le département d'à côté parce qu'on ne peut pas tout faire à côté non plus, c'est pas mal. **Ce que j'apprécie moi aussi c'est de faire partie d'un groupe.** Parfois dans les magasins on se croise, on dit "tiens t'as essayé ça c'est pas mal". Moi je vois que des avantages mais j'espère que ça va durer un petit peu. Cela demande du temps si on veut faire partie du projet mais il y a plusieurs façons d'en faire partie : on peut juste dépenser sa Mona, on peut faire toutes les réunions, une sur trois ... Il y a de la contrainte et en même c'est relativement libre.

On fait partie de quelque chose qui va exister peut-être à un moment à l'échelle nationale. Ça bouge un peu partout en France, il y a une émulation!